



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8493>

Héctor Llaitul : « Aujourd'hui, ce qui opère est une force d'élite, visant la répression et l'extermination »

- Journal des

Date de mise en ligne : mardi 4 décembre 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Héctor Llaitul, le porte-parole de la Coordinadora Arauco-Malleco (CAM) s'est entretenu avec le journal Interferencia après le meurtre du jeune membre de la communauté de Temuicui, Camilo Catrillanca, perpétré le mercredi 14 novembre. Affligé par cette mort, porté par un sentiment de tristesse et de rage, car ils se connaissaient depuis huit ans, Llaitul veut toutefois regarder en face les causes de ce qui s'est passé : la faute des Carabiniers, du gouvernement et surtout du capital.

Article paru d'abord en espagnol sur le site de Interferencia le 16/11/2018

Traduit par le JdA

Dans la matinée du 15 novembre, La Moneda (siège de la présidence du Chili) est sorti de son silence. C'est le ministre de l'Intérieur, Andrés Chadwick, qui a livré la version officielle du gouvernement sur le meurtre de Camilo Catrillanca. Bien que le gouvernement ait déploré la mort du jeune Camilo, il a donné son soutien absolu aux Carabiniers, les responsables du meurtre. Parallèlement, le ministre du Développement social, Alfredo Moreno, a déclaré regretter les événements et a indiqué qu'il faudra rebâtir la confiance avec le peuple mapuche, dans le cadre du Plan Araucanía [1].

Pendant ce temps, le président Sebastián Piñera était en tournée à Singapour, sans l'intention ni le désir d'interrompre son séjour. À 23:00, heure du Chili, le président a émis un communiqué de presse dans lequel il a poursuivi dans la même lignée que Chadwick (son cousin) et ce qu'il avait déclaré plus tôt dans la matinée, mais en ajoutant qu'un procureur sera nommé pour enquêter sur la mort de Catrillanca.

C'était une journée de déclarations, mais sans éclaircissements sur les circonstances de la mort de Catrillanca. En même temps, dans tout le pays, les manifestations se sont répandues, et d'un jour à l'autre, l'opposition a trouvé un moyen de faire front commun, pour la première fois cette année, et être en mesure de faire pression sur le pouvoir exécutif.

Héctor Llaitul se rappelle les événements de 2010, la première année du gouvernement de Sebastián Piñera, alors que 34 membres de la communauté mapuche ont participé à une grève de la faim dans différentes régions du pays, qui a duré environ 90 jours. C'était à cette occasion que Llaitul avait connu Camilo Catrillanca, weichafe (guerrier, combattant) de la communauté de Temuicui tué par le Commando Jungla (forces spéciales) des Carabiniers, une mort qui l'a affecté d'une manière intime.

Llaitul tient un rôle actif en tant que l'un des plus importants dirigeants de l'histoire récente des mapuche. En 2017, il était parmi les personnes arrêtées dans le cadre de l'Opération Ouragan (Operación Huracán), arrestations menées sur la base de preuves qui auraient été falsifiées par les Carabiniers. Llaitul soutient que le meurtre de Catrillanca doit être compris dans la perspective historique du conflit entre Chiliens et le peuple mapuche : « Au-delà de la responsabilité d'un policier, il y a celle du gouvernement, et essentiellement l'entreprise, le capital, l'oligarchie », dit-il.

Le porte-parole de la CAM a analysé les événements qui ont eu lieu à Temuicui, ainsi que le contexte politique donnant lieu à ces drames qui ne cessent de se répéter.

Avant de se plonger dans l'aspect politique, j'aimerais connaître dans sa dimension personnelle et humaine votre vision de ce qui est arrivé à Catrillanca.

J'ai connu Camilo personnellement, c'est pourquoi je dois dire que j'ai des sentiments de chagrin et de rage dans le sens où, outre le fait d'avoir connu sa famille personnellement, il ne faut pas oublier le rôle important joué par le *lonko* (nom donné aux chefs d'une communauté mapuche) Juan Catrillanca, son grand-père, dans les processus de récupération des terres et la lutte également menée par Marcelo, son père.

Je connaissais Camilo depuis qu'il était enfant notamment dans le contexte des grèves de la faim qu'on a menées dans les prisons. Déjà, à environ 15-16 ans, il mobilisait ses camarades de cours sur des questions culturelles et politiques. Il était le leader de mobilisations portant sur les revendications des étudiants mapuche au lycée Pailahueque. Nous étions des proches, tous deux fortement engagés pour la cause mapuche. Nous étions comme des frères [2]. En fait, nous avons toujours considéré Camilo comme un grand militant de la cause mapuche et nous lui attribuons maintenant l'appellation de *weichafe*, considérant en plus le rôle de sa famille dans le mouvement autonomiste mapuche.

Il n'y a pas si longtemps, vous avez été victime de l'Opération Ouragan. Votre fils Ernesto a de nouveau été arrêté il y a quelques semaines. L'actuel gouvernement a mis en place le *Commando Jungla*. Sur la base votre expérience, pouviez-vous prévoir ce qui s'est passé mercredi [14 novembre] ?

La mort d'un membre de la communauté mapuche, d'un frère qui fait partie de la communauté mapuche en lutte, ce n'est pas une situation nouvelle. Cela nous rappelle tous nos *weichafes* tombés au cours du processus. Alex Lemún et Matías Catrileo, par exemple. La lecture que nous faisons de cette situation est que celle-ci s'explique par la politique constante de l'État qui consiste à ne pas vouloir régler le conflit historique contre notre nation mapuche. Cette politique s'inscrit dans la logique d'une gouvernance de type coloniale, les politiques de l'État sont en fonction de la sauvegarde des intérêts des puissants, et en confrontation avec la cause mapuche. L'apparition du *Commando Jungla* est signe de l'aggravation du conflit, l'État a adopté la position d'attaquer de façon violente le mouvement mapuche qui lutte pour ses droits territoriaux et politiques. Au-delà du *Commando Jungla*, la responsabilité est de l'ensemble de la politique de criminalisation et la politique de l'État, basées sur l'assimilation de la cause mapuche à l'ennemi interne. Aujourd'hui, il y a une force d'élite plus spécialisée, qui non seulement remplit des fonctions de surveillance et de contrôle, comme on l'a dit à l'époque, mais aussi de répression et d'extermination des forces qui luttent pour les droits des mapuche. C'était à prévoir. Depuis un certain temps déjà nous voyions un scénario de guerre contre la résistance mapuche. Cette guerre avait comme antichambre une augmentation de la militarisation visant les communautés et leurs expressions de résistance.

Vous pensez que la tradition de leadership de la famille de Camilo a eu une influence dans son assassinat ?

J'ai l'impression qu'il y a quelque chose qui unit l'ensemble du monde mapuche, nous nous sentons tous touchés, au-delà du discours des autorités de l'État qui expliquent les faits en termes de délinquance et d'illégalité. Les individus, la communauté et le mouvement mapuche sont aujourd'hui en deuil, reçoivent un coup. La famille Catrillanca est reconnue dans le mouvement mapuche en général, elle a sa propre trajectoire. Elle a le respect de la CAM.

L'attaque du *Commando Jungla* n'est pas arbitraire : tout est étudié, dirigé, ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient. Quand ils entrent massivement, de façon disproportionnée, en tirant, en utilisant des forces terrestres et de l'air, c'est parce qu'ils savent parfaitement bien où ils doivent générer la terreur et le harcèlement, c'est-à-dire à l'endroit même où il y a des forces vives de reconstruction territoriale. Camilo vivait dans une terre en processus de récupération, il construisait sa maison, construisait sa famille. Il était une expression de ce que signifie la reconstruction du peuple mapuche.

Le *Commando Jungla* a débuté avec des actions très ponctuelles et a ensuite commencé à réprimer les récupérations des terres sylvicoles, ce que nous appelons « la réappropriation des ressources » et s'attaque aux

communautés emblématiques, non seulement dans la région de Malleco, mais aussi à Arauco et Cautín. Il y a un plan clairement établi pour frapper le mouvement mapuche. Ils savaient où vivait la famille Catrillanca. Ils ont politisé la répression.

Une campagne de diabolisation

Pensez-vous que la fin de l'Opération Ouragan a une influence ? L'État a alors pris une voie plus violente ?

Les politiques de criminalisation et de répression, qui s'intensifient sous l'effet de l'élargissement de la mobilisation pour le territoire et l'autonomie mapuche, se manifestent de différentes façons. D'un côté, il y a des attaques contre les gens qui sont les plus fortement mobilisés. Il y a aussi une attaque contre notre proposition politique, c'est-à-dire notre volonté de nous débarrasser de cette situation coloniale pour reconstruire notre nation. Ils s'attaquent aux dirigeants et aux porte-parole, mais pas de manière transparente : ils le font avec de faux montages. L'Opération Ouragan était liée à une campagne de diabolisation de la cause mapuche et la stratégie de nous présenter comme des terroristes. Cela montre très bien où se situe l'État : il veut faire de nous les méchants de l'histoire et porter ombrage à la légitimité de la cause mapuche. Le plan Ouragan a cessé parce que c'était brutal et grossier. Toutefois, les autorités et l'institutionnalisation se sont constamment opposées aux expressions du mouvement mapuche, en particulier les actions de récupération du territoire et de l'autonomie. Les Forces spéciales des Carabiniers ont toujours eu le rôle de réprimer, car leur motivation est la protection des ressources économiques et de l'entreprise. Maintenant, la différence est qu'il y a une offensive technique et spécialisée, mais dirigée par l'autorité politique. Ces Carabiniers, en raison de la teneur du conflit, sont mandatés par le Ministère de l'Intérieur, ils dépendent du pouvoir central. Il y a une responsabilité politique, mais elle concerne la position de l'État, qui attaque les expressions de la reconstruction nationale mapuche, notre façon d'assumer nos revendications territoriales et comment nous reconstruisons notre peuple.

Parallèlement, le *Plan Araucanía* est en cours d'élaboration. Alfredo Moreno a dit regretter la mort de Camilo Catrillanca. Que pensez-vous de cette dualité du gouvernement : d'une part, le *Commando Jungla* et d'autre part, une face plus amicale ?

C'est la même logique que la police, il y a le bon flic et le mauvais flic, mais ils cherchent le même objectif, soit de neutraliser et d'annihiler l'autre. M. Moreno ne peut pas ignorer le fait qu'il y a une politique de terreur, et s'il dit qu'il est affecté, c'est un mensonge de sa part. Il en va de même pour M. Matte et M. Angelini qui sont avec lui derrière le *Plan Araucanía*, en essayant d'encourager les politiques extractivistes et le capitalisme à Wallmapu [l'ensemble du territoire mapuche]. Les gens ont besoin de savoir qu'ils sont impliqués dans les politiques répressives. Le *Plan Araucanía*, c'est aussi le *Commando Jungla*, c'est aussi la répression, la criminalisation, ils vont de pair. Si l'on analyse le *Plan Araucanía*, c'est un plan pour soumettre un peuple aux politiques économiques et néolibérales d'un capitalisme prédateur. C'est aussi une manière de neutraliser ceux d'entre nous qui s'opposent à ces formes de domination, car elles nous maintiennent en situation de crise. Ce que M. Moreno devrait dire, c'est qu'avec son *Plan Araucanía*, ce sont des politiques de répression qui sont mises de l'avant. Ils sont tout autant responsables, de même que M. Bernardo Matte, qui s'est opposé avec ténacité à l'idée de récupération des territoires. La récupération de territoires est le point central du conflit historique : le système de propriété usurpé, et les vrais usurpateurs de la territorialité mapuche qu'est l'oligarchie, qui est aujourd'hui représentée dans les intérêts capitalistes. Ils sont responsables de ne pas résoudre la question centrale de la territorialité, la dévolution de terres pour la nation mapuche afin de reconstruire son autodétermination.

Que pensez-vous de l'appui du ministre de l'Intérieur, Andrés Chadwick, à l'action aux Carabiniers ?

Nous n'avons jamais vu de différence très catégorique d'un gouvernement à un autre. Pour nous, c'est la position de l'État qui est derrière tout cela. Les gouvernements en place agissent conformément aux politiques de l'État. C'est

une constante. Il y aura toujours ceux au sein de l'État qui auront le rôle d'opérationnaliser la criminalisation, la guerre contre le mouvement mapuche : Rodrigo Hinzpeter, Rodrigo Peñailillo, Mahmud Aleuy, et aujourd'hui, c'est Andrés Chadwick. En plus de ces figures, l'État et l'oligarchie ont rejoint toutes les structures du pouvoir, de l'État, des médias, de l'Église, pour affronter la cause mapuche. Ceci reproduit le discours officiel qui a toujours été présent lorsqu'il s'agit du thème mapuche, de nous considérer comme une minorité, de nous dénigrer : le discours raciste de la classe politique. C'est ce type de discours que tient Chadwick ainsi que le maire de La Araucanía, Luis Mayol, qui est anti-mapuche, et qui défend la politique d'attaque armée. Tant que nous avons ces structures, ces logiques et ces discours, il est difficile d'arriver à un processus de solution. C'est pour cette raison, que pour la nation mapuche, il ne reste que de résister.

Le conflit territorial

La Commission d'enquête sur l'Opération Ouragan a eu l'occasion de rencontrer des parlementaires du Front large (*Frente Amplio*) et du Parti communiste. Croyez-vous que la gauche a été très passive à propos du conflit ?

À la CAM, nous avons une opinion très critique de la gauche, parlementaires et extra-parlementaires. Ils n'ont pas été à la hauteur de la tâche autour de ce conflit. Aujourd'hui, il s'agit de la revendication territoriale mapuche, c'est-à-dire, les différentes expressions que celle-ci prend. C'est clair que c'est un conflit territorial contre les intérêts entrepreneuriaux dans la zone mapuche. Il y a des territoires dans lesquels nous exerçons un contrôle, territoires qui, selon la loi, appartiennent aux forestiers ou aux grands propriétaires terriens, mais dans les faits ils sont entre les mains des mapuche depuis des décennies. Ces parcelles n'ont pas été transférées par aucun gouvernement aux collectivités. Qu'est-ce que cela indique ? Que la revendication territoriale entre en conflit direct avec les intérêts d'entreprise, c'est là que réside le problème. L'entreprise force le gouvernement à agir pour défendre ses intérêts, c'est pourquoi nous avons le *Plan Araucanía*, le *Commando Jungla*, l'*Opération Ouragan*, et probablement, à partir de maintenant, on va avoir une recrudescence du conflit, des deux côtés. La responsabilité n'est pas la nôtre, c'est la leur : l'entreprise en zone de conflit et les autorités, comme leurs valets, qui défendent leurs intérêts. Ce que nous faisons, c'est une défense de nos droits fondamentaux et le droit au territoire, le droit de reconstruire notre peuple à la manière des mapuche, de manière autonome et avec autodétermination. Les médias proches du pouvoir relatent que c'est un acte délinquant qui a causé la mort d'un jeune de la communauté, voilà la version officielle, alors que tout le monde sait, au niveau national et international, que c'est la lutte territoriale qui est au centre.

Sur le plan international, vous avez fait une tournée en Europe pour parler de la situation. Pensez-vous que de l'extérieur du Chili, il peut y avoir éventuellement un acteur important pour la résolution du conflit ?

Au niveau international, nos appuis doivent prendre la parole le plus directement possible pour qu'ils soient davantage entendus. C'est pourquoi nous sommes allés en Europe, pour parler de notre expérience en lien avec l'Opération Ouragan et la Loi antiterroriste, les manquements judiciaires, l'absence de garanties institutionnelles et les fabrications de preuves dans lesquelles l'État chilien dans son ensemble était impliqué. Nous constatons, que les organisations internationales, en raison de leurs rapports ou de leurs recommandations peuvent nous accompagner, ça dépend beaucoup de la façon dont nous présentons les faits. D'après mon expérience, j'ai l'impression que j'ai été bien accueilli, non seulement à l'ONU, mais aussi aux congrès en Espagne, au Parlement européen. Au niveau international, ils ne s'expliquent pas qu'un État comme l'État chilien puisse persécuter et anéantir un peuple autochtone. Ainsi, la recherche d'écoute et de moyens au niveau international et de ses mécanismes doit continuer pour obtenir peut-être quelques résultats.

Quelle est la réponse politique souhaitée en général ?

L'essentiel aujourd'hui est de comprendre que nous sommes en processus de lutte : il y a les politiques d'inclusion,

d'intégration, d'institutionnalisation, et d'autre part, un mouvement autonomiste qui se développe, qui lutte de manière plus cohérente dans la perspective d'autonomie pour des gains de facto. Cela signifie augmenter les expériences de contrôle territorial dans le conflit pour les terres, et définir la lutte comme lutte anticapitaliste, parce que nous, les mapuche, nous faisons face directement au capital. L'affaire Ouragan, l'application de la Loi antiterroriste, la criminalisation et les poursuites intentées par l'État, en disent long sur la façon dont l'État s'est transformé en un État capitaliste qui administre en fonction des puissants et cherche l'extermination du peuple nation mapuche. Il y a un mouvement qui prend position pour que la récupération du territoire, la reconstruction nationale mapuche à travers l'autonomie ne soit pas seulement une proposition, mais la lutte à faire. C'est ce que nous faisons à partir de la CAM, une proposition politique présentant ces caractéristiques. Aujourd'hui, nous sommes de concert avec d'autres communautés en résistance, nous nous retrouvons certainement sur le terrain de ces luttes, ça va dépendre des gens, des mapuche, de la force que nous avons. À notre avis, cela suivra son cours, bien que l'État nous confronte en suivant la logique de l'ennemi intérieur.

Post-scriptum :

[1] Le président Sebastián Piñera, le ministre du Développement social Alfredo Moreno et le ministre de l'Intérieur Andrés Chadwick ont signé l'Accord national pour le développement et la paix en Araucanie (Acuerdo Nacional por el Desarrollo y la Paz en La Araucanía), également connu sous le nom de « Plan Impulso Araucanía » en septembre 2018, qui prévoit 8 milliards de dollars d'investissements publics d'ici à 2026 dans la région rurale d'Araucanie, dans le sud du Chili, où le peuple autochtone mapuche lutte pour récupérer ses terres.

[2]. En mapudungun, la langue du peuple mapuche, frère se dit « peñi ».